

Ukraine - Poutine va-t-en-guerre

par

Golias, 24 février 2022



A la suite des entretiens Biden-Poutine engagés à Genève (9-10 janvier) et de la réunion Russie-OTAN à Bruxelles (12 janvier), il est important de comprendre les motivations qui ont poussé Poutine à lancer un défi aux pays occidentaux. Comme toujours, le comportement russe est dicté par une analyse poussée de la « corrélation des forces », qui, selon les experts du Kremlin, vient de basculer en faveur des puissances révisionnistes anti-occidentales.

Après vingt ans de préparation à la guerre, la position russe est jugée forte comme jamais, à en croire le think tank Russtrat : « Au cours de la prochaine année et demie, la Russie modifiera considérablement l'équilibre du pouvoir planétaire. [...] La situation historique actuelle de la Russie est unique. L'État s'est préparé aux défis majeurs qui peuvent survenir sous une pression critique. D'énormes réserves ont été accumulées, y compris en or. Des plans nationaux d'infrastructure financière et d'information ont été créés et lancés. La numérisation a commencé à englober l'ensemble de l'économie, l'amenant à un nouveau niveau de compétitivité. L'expansion de notre propre base industrielle, y compris dans des domaines high-tech très sensibles, se fait à pas de géant, le « fossé technologique » se comble. Nous sommes sortis de la dépendance critique dans le domaine de la sécurité alimentaire. [...] L'armée est depuis cinq ans la première de la planète. Dans ce domaine, le « fossé technologique » est en notre faveur et ne fait que s'élargir... De plus, l'explosion de l'inflation planétaire entraîne une crise énergétique, ce qui rend les Européens, pour la plupart, beaucoup plus accommodants, et exclut un blocus de nos approvisionnements énergétiques, quoi que nous fassions [...] » Si la Russie et la Chine coordonnent leurs actions à l'encontre de l'Ukraine et de Taïwan, « tout deviendra beaucoup plus simple pour nous. Et pour la Chine aussi, de laquelle nous détournerons l'attention, ce qui nous libérera encore davantage les mains. La Russie a restauré son poids dans l'arène internationale, au point qu'elle est capable de dicter ses propres conditions dans l'élaboration de la sécurité internationale ». Quant à « l'empire décrépiti

des Stars and Stripes, affaibli par les LGBT, BLM, etc., il est clair qu'il ne survivra pas à une guerre sur deux fronts ».

En face, les Etats-Unis affrontent une crise sans précédent, avec une inflation galopante, des pénuries d'approvisionnement, un président faible, une société plus divisée que jamais. Comme le note Irina Alksnis dans RIA Novosti : « La Russie ainsi que la Chine et d'autres puissances œuvrant à la transformation du système mondial [...] disposent d'une fenêtre d'opportunité pour accélérer l'expulsion des États-Unis du trône mondial en augmentant la pression sur eux. Si l'affaiblissement de l'Occident est en cours depuis un certain temps, les phénomènes de crise actuels indiquent que le processus est passé à un niveau qualitativement nouveau, et il serait insensé de ne pas saisir cette chance. D'autant plus que nous avons achevé de nous donner nos propres mécanismes et outils stratégiques, alternatifs à ceux de l'Occident, nécessaires au bon fonctionnement de l'économie nationale et des relations avec les autres pays, qu'il s'agisse de la production de biens, des règlements monétaires, de la diffusion d'informations, etc. »

« La Russie est prête à toute évolution des événements »

D'où la démarche du Kremlin : « Il ne s'agit pas de propositions de discussion, mais bien d'un ultimatum, d'une demande de reddition inconditionnelle. L'Occident n'a pas d'autre choix que de perdre la face, à moins de tenir bon et d'entrer en guerre avec la Russie. À en juger par la façon dont les Occidentaux ont commencé à s'agiter, ils en sont bien conscients. » En brandissant la menace d'une guerre,

RIA Novosti remarque : « Moscou souligne que la Russie est prête - moralement, techniquement et dans tous les autres sens du terme - à toute évolution des événements. La réputation qu'elle a acquise au cours des années précédentes confirme que les Russes seront effectivement prêts à recourir à la force s'ils l'estiment nécessaire. Il convient de rappeler les propos de Vladimir Poutine, qui a déclaré sans ambages cet été que si la Russie coulait le destroyer britannique responsable d'une provocation au large des côtes de Crimée, il n'y aurait pas de conséquences majeures : le tollé de la presse mondiale ne doit pas être compté comme tel. [...] Cette fois, l'Occident va payer de sa personne. »

Évidemment, la guerre n'est pas sans risques, ce dont, espérons-le, les militaires russes essaient de persuader Poutine. Revenons à l'analyse de l'expert militaire Konstantin Sivkov précédemment citée (cf. *Golias Hebdo* n°708) : les forces conventionnelles russes étant insuffisantes, « nous ne pouvons résoudre le problème de la neutralisation de l'Europe et des États-Unis qu'en les éliminant physiquement avec notre potentiel nucléaire. [...] Les USA et l'Europe disparaîtront physiquement. Il n'y aura presque pas de survivants. Mais nous aussi, nous serons détruits. A moins que le sort de la Russie ne soit meilleur, car nous avons un grand territoire. Nos adversaires ne pourront pas tout détruire avec des frappes nucléaires. Par conséquent, le pourcentage de la population survivante sera plus élevé. Cependant, la Russie en tant qu'État peut disparaître après une guerre nucléaire à grande échelle. Elle risque de se fragmenter ».

Mais revenons au tournant du 17 décembre. Il ressort des analyses de Russtrat (entre autres) que le déclic pour le Kremlin a été la politique malencontreuse de la Maison Blanche qui, après la débandade en Afghanistan, a multiplié, en automne 2021, les émissaires à Moscou, rendant encore plus manifeste aux yeux de Poutine la faiblesse des États-Unis : « De hauts responsables américains ont effectué de fréquentes visites à Moscou. La venue en novembre du directeur de la CIA, William Burns, était à l'époque la quatrième visite d'un haut responsable de l'administration de la Maison Blanche depuis la réunion de Genève. Il n'est pas difficile de deviner que le but de la visite personnelle du directeur de la CIA n'était pas du tout de présenter des demandes à propos de l'Ukraine, comme les médias occidentaux ont essayé de le présenter, mais de tenter de trouver un compromis. Face à la chute de l'autorité internationale due au retrait infructueux d'Afghanistan, la Maison Blanche souhaitait vivement trouver un accord avec le Kremlin. »

Que faire ?

Le 2 novembre 2021, Burns a effectivement rencontré le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie Nikolai Patrouchev et, probablement, le président Poutine. C'est un personnage apprécié du Kremlin : en 2005-2008, il a été ambassadeur en Russie. « Il a trouvé un langage commun avec Poutine. Sobre et pragmatique, totalement dépourvu du complexe messianique caractéristique des Américains, Burns a toujours prôné le refus d'élargir l'OTAN vers l'Est. » Sa visite a été interprétée à Moscou comme l'indice du choix

d'une politique d'apaisement à Washington et donc un encouragement à faire monter les enchères et à « s'emparer de l'initiative stratégique ». Au fond, nous retrouvons dans ces considérations un substrat léniniste. Les États-Unis et leurs alliés européens étaient les nantis de l'ordre international, les principaux bénéficiaires du système existant, qui leur apportait des avantages disproportionnés par rapport à leur contribution. Grâce à la crise, leur hégémonie est sur le déclin. Les États autrefois « prolétaires » sont en train de l'emporter sous le leadership russe. Là encore, Poutine est en train de rejouer la guerre froide, avec cette fois un happy end.

Les Occidentaux doivent d'abord percevoir la situation telle qu'elle est, si désagréable soit-elle pour nos États démocratiques plus habitués à des entreprises futiles qu'à assurer leur préservation. Nous devons pour cela nous extraire du mensonge russe. Le premier mensonge concerne les prétendues inquiétudes de Moscou pour la sécurité russe, le danger que représenteraient pour elle des missiles de l'OTAN déployés dans les pays frontaliers. Il suffit de prendre connaissance des textes cités plus haut pour constater que les préoccupations de « sécurité » mises en avant par Moscou ne sont qu'un rideau de fumée, que l'OTAN même est considéré comme un tigre de papier. C'est RIA qui le constate : « Les atlantistes, malgré tous leurs appétits, n'entreront pas en conflit ouvert avec la Russie, ils n'en veulent pas et en ont peur. Même les stratèges anglo-saxons raisonnables comprennent que l'Occident n'a pas la force de maintenir l'Ukraine dans son orbite pendant longtemps, les

lois de l'histoire russe (comme les lois de la géopolitique) fonctionneront toujours. »

Après l'Ukraine, l'Europe de l'Ouest...

Quand Moscou parle de « sécurité » il faut entendre « domination russe » et « impunité », car c'est de cela qu'il s'agit. Le Kremlin considère que tout ce qu'il ne contrôle pas peut mettre le régime en péril. On le voit à la politique intérieure russe où, depuis des années, les oasis de liberté sont asséchées une à une. Ce que Moscou craint en Ukraine, ce ne sont pas les quelques instructeurs de l'OTAN, ce sont les libertés. Elle veut une Ukraine désarmée de manière à pouvoir intimider les rebelles de Kiev et mettre en place un régime haï par son peuple, donc dépendant totalement du Kremlin. On se souvient que la Russie a laissé faire Aliiev (président de la République d'Azerbaïdjan) en Arménie justement parce que le président Pachinian avait été choisi par le peuple arménien contre les marionnettes du Kremlin. Si la Russie parvient à chasser les Etats-Unis d'Europe, elle ne tardera pas à se sentir menacée par les libertés des pays d'Europe de l'Ouest, et sous prétexte d'assurer sa « sécurité », elle mettra le même acharnement chez nous que chez elle à asservir les médias, à éradiquer les institutions démocratiques et les partis indépendants. Aujourd'hui déjà, Lavrov se permet de réclamer la démission de Stoltenberg, secrétaire de l'OTAN, qui, selon lui, « n'est pas à la hauteur de sa tâche ».

Autre illusion dont il faut se défaire, l'idée d'une société civile bouillonnante en Russie qui pourrait freiner les

aspirations belliqueuses du président Poutine. Les sondages montrent que le lavage de cerveau effectué par la propagande officielle est fort efficace : 50 % des Russes interrogés considèrent que l'OTAN et l'Occident en général sont responsables de la tension actuelle, 16 % incriminent l'Ukraine. Les rares opposants qui subsistent critiquent très rarement la politique étrangère et ne dénoncent guère le chauvinisme nauséabond qui émane du régime de Poutine. Enfin, mentionnons cette vache sacrée démocratique qui doit être sacrifiée : la foi absolue dans la vertu du « dialogue », que la plupart des responsables occidentaux, de Florence Parly à Mario Draghi, continuent à préconiser face à Moscou. Or rien n'est plus dangereux que ces échanges au sommet, qui, quoi qu'on dise, alimentent inmanquablement soit la paranoïa, soit la folie des grandeurs et l'ivresse de puissance russes. Si les Occidentaux se montrent fermes, le Kremlin en tire la conclusion qu'ils veulent détruire la Russie ; si les Occidentaux offrent des concessions, le Kremlin en conclut qu'ils sont faibles et qu'il faut foncer.

Raisonner en termes politiques

Très souvent, avec la Russie, la meilleure politique est celle du silence et de la distance : ne rien faire, ne rien dire et tenir bon l'arme au pied. S'accrocher au dialogue à tout prix, surtout quand Moscou nous tient en joue comme un forcené détenant un otage, ne fait qu'étaler notre faiblesse et encourager le Kremlin à l'escalade. Surtout, nous devons cesser de donner à la guerre froide la connotation péjorative qu'elle ne mérite nullement. La ministre de la Défense Florence Parly vient de déclarer que les pays

occidentaux doivent éviter l'escalade avec la Russie afin de ne pas provoquer une nouvelle guerre froide. Tant que nous restons dans ces cadres conceptuels, la Russie sera gagnante. Il faut se rappeler que la guerre froide a commencé en 1946, lorsque les Occidentaux ont cessé de céder à Staline, après lui avoir laissé en pâture les pays d'Europe centrale et orientale. C'est grâce à la guerre froide que les pays de l'Europe occidentale ont conservé leur liberté. Les leçons des années 1946-47 sont aujourd'hui d'actualité. Les pionniers de la guerre froide furent les Britanniques, qui constituèrent un bloc occidental autour du noyau anglo-français et persuadèrent les Américains tentés par l'isolationnisme de rester en Europe. Au printemps 1947, les gouvernements français, italien et belge expulsèrent les ministres communistes, conscients du danger que représentait la cinquième colonne de Moscou en Europe. Cette volonté manifeste de résister à Staline acheva de persuader Washington de s'engager dans la sécurité européenne. Il s'agissait de tout un programme d'action dont nous pourrions nous inspirer aujourd'hui, au lieu de nous livrer à une puérile guerre des boutons avec la Grande-Bretagne. Mais nous devons réapprendre à voir les choses en face, à raisonner en termes politiques, au lieu de flotter au gré des passions médiatiques et des sondages.

Après Munich, en 1938, les Occidentaux éprouvèrent une grande honte d'avoir abandonné la Tchécoslovaquie dans les griffes d'Hitler. Aujourd'hui, nous sommes en train de laisser tomber lâchement l'Ukraine, mais nous ne nous rendons même pas compte de notre déshonneur, ni du péril qu'il y a à céder à un agresseur. Nous discutons du sexe des

anges, comme les Byzantins lorsque les forces ottomanes étaient en train de détruire les remparts de la ville.

**Cet article est publié en partenariat, avec l'aimable autorisation des animateurs de Desk-Russie (<https://desk-russie.eu/>) : <https://desk-russie.eu/2021/12/30/que-signifie-l-ultimatum.html>
<https://desk-russie.eu/auteur/francoise-thom.html>.
(coordination Gérard Lauton)**

o o o o o o o o o o